Islamisme financé par l'état, magouilles : les suites de l'affaire Théo

28/04/2017 à 12h17

La justice soupçonne l'existence d'un véritable système familial d'escroquerie aux aides d'Etat. Déjà au cœur d'une enquête financière, la famille de Théo, ce jeune homme d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) victime d'un viol présumé lors d'une interpellation en février dernier, est une nouvelle fois dans le collimateur de l'inspection du travail.

Le 10 avril, l'administration a effectué un signalement (article 40) auprès du parquet de Paris concernant une association domiciliée dans le XVIIIe arrondissement de la capitale dans laquelle apparaît en sous-main Michaël Luhaka, 33 ans, un des frères de Théo.

Essence de la réussite, qui est "spécialisée dans le secteur des organisations religieuses" a recruté seize emplois d'avenir en Ile-de-France depuis février, pour lesquels les aides d'Etat aux contrats ont été suspendus dès signalement. Le parquet de Paris a immédiatement transmis le rapport de l'inspection du travail au parquet de Bobigny où une enquête préliminaire est ouverte depuis juin 2016 pour suspicion d'abus de confiance et escroquerie.

Cinq associations ou sociétés créées depuis 2011

C'est le troisième signalement effectué par l'inspection du travail à la justice, la cinquième procédure en cours. Prévention de la violence dans les quartiers, enseignement des

sports de combat, formation de footballeurs et désormais organisation d'activités religieuses… l'inspection du travail a recensé au moins cinq associations ou sociétés commerciales créées depuis 2011 par Michaël ou Grégory Luhaka, deux des frères de Théo. **A chaque fois, les salariés sont recrutés sous contrat d'avenir mais ne sont jamais payés et l'Urssaf ne perçoit pas les cotisations.**

"Attention je suis un entrepreneur à la base, je fais beaucoup de projets, je me suis souvent loupé car je n'ai pas les compétences de gestion", nous expliquait le 24 février Michaël Luhaka, contestant toute escroquerie. Pourtant, la plupart des structures sont aujourd'hui en liquidation judiciaire et son dirigeant, interdit bancaire, parfois poursuivi aux prud'hommes.

Un flux d'argent inexpliqué

"Ce public sous contrat, issu des cités, n'a pas la culture d'aller porter plainte au commissariat, de plus les salariés sont parfois menacés", explique un moniteur de sport qui a fait condamner aux prud'hommes Michaël Luhaka. **Les policiers de la PJ de Seine-Saint-Denis avaient découvert qu'une association domiciliée à Aulnay et dirigé par Michaël Luhaka aurait reçu, entre janvier 2014 et juin 2016, 678 000 € de subvention d'Etat, dont 170 000 € directement virés sur les comptes de huit membres de la famille et 80 000 € retirés en liquide. Théo a perçu à lui seul 52 000 €.** Un flux inexpliqué. Plus de cent réquisitions bancaires ont été effectuées par les enquêteurs dont beaucoup sont encore en cours d'analyse. Actuellement, les policiers auditionnent les salariés lésés les uns après les autres.

L'alerte à propos de l'association Essence de la réussite aurait été donnée par la comptable. Selon elle, **l'association qui prône "un retour à l'islam véritable"** aurait recruté au total une trentaine d'emplois d'avenir.

Le Parisien